

Budget 2025 de la Caisse des Dépôts

CUEP du 17 janvier 2025

Direction des finances et de la politique durable Groupe
Direction des ressources humaines Groupe



**Caisse
des Dépôts**
GROUPE

Préambule

Le budget pour 2025 de frais généraux de l'Etablissement public a été adopté par la Commission de surveillance, lors de sa séance du 20 novembre 2024.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a approuvé ce budget 2025 le 4 décembre 2024.

Sommaire

01	Actualisation des hypothèses économiques	04	06	Synthèse financière	20
02	Charges brutes 2024 - 2025	06	07	Annexes	22
03	Budget Charges brutes 2025	08			
04	Investissements 2025	16			
05	Crédits d'intervention 2025	18			

01

**Actualisation des hypothèses
économiques**

Des hypothèses macroéconomiques actualisées légèrement inférieures à celles prises en compte pour le cadrage

L'actualisation du cadrage macroéconomique de septembre reste proche de celui retenu pour le cadrage du budget 2025 :

- La croissance du PIB français 2024 serait supérieure aux prévisions précédentes (1,1 vs. 0,7%) ;
- La désinflation attendue se confirme et est même plus marquée qu'escompté (2,1% vs 2,5%) ;
- Concernant les taux directeurs, conformément aux attentes du cadrage précédent, la BCE a abaissé le taux de dépôt de 25 pb en juin et septembre, 2 baisses supplémentaires de 25pb sont intervenues en octobre et décembre, contre une seule prévue. Concernant le taux de l'OAT 10 ans, il évolue en ligne avec les anticipations du cadrage de février, mais un ajustement haussier de la chronique est envisagé compte tenu du risque budgétaire ;
- Sur les actions, le recul anticipé des bénéfiques par action est bien constaté et est désormais plus marqué ;
- Enfin, s'agissant des dépôts des notaires, le marché immobilier (prix et transactions) se stabilise à la baisse comme anticipé ;

Rappel : hypothèses février 2024

Synthèse	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB croissance (%)*	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Inflation (%)*	4,9	2,1	1,8	2,0	2,0	2,0	2,0
Taux BCE dépôt (%)**	4,00	3,25	2,50	2,25	2,25	2,25	2,25
Taux OAT 10 ans (%)**	3,0	3,1	3,0	2,9	2,9	2,9	2,9
CAC 40 (points)***	7 201	7 505	7 769	8 042	8 324	8 616	8 919
Dépôts des notaires (Md€)*	44,0	39,5	41,7	43,2	44,8	46,3	47,8

* Moyenne annuelle (pour les dépôts des notaires, fonds de tiers uniquement), ** 31/12, *** Moyenne T4

Synthèse février 2024	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PIB croissance (%)*	0,8	0,7	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
Inflation (%)*	4,9	2,5	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0
Taux BCE dépôt (%)**	4,00	3,25	2,50	2,00	2,00	2,00	2,00
Taux OAT 10 ans (%)**	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,5
CAC 40 (points)***	7 201	7 743	8 014	8 295	8 585	8 886	9 197
Dépôts des notaires (Md€)*	44,0	39,5	42,0	43,5	45,0	46,5	48,0

* Moyenne annuelle (pour les dépôts des notaires, fonds de tiers uniquement), ** 31/12, *** Moyenne T4

- Pour les hypothèses économiques qui influent plus directement sur les données budgétaires : l'augmentation du salaire moyen par tête de 2025 est révisée de +2,6% à +2,4% et le déflateur du PIB 2025 de +2,6% à +2%. L'indice des prix à la consommation (IPC) est révisé de +2,2% à +1,8% en 2025. Ce changement d'hypothèses se matérialise dans la baisse de 5 M€ de l'effet prix entre le cadrage 2025 et le projet de budget 2025.

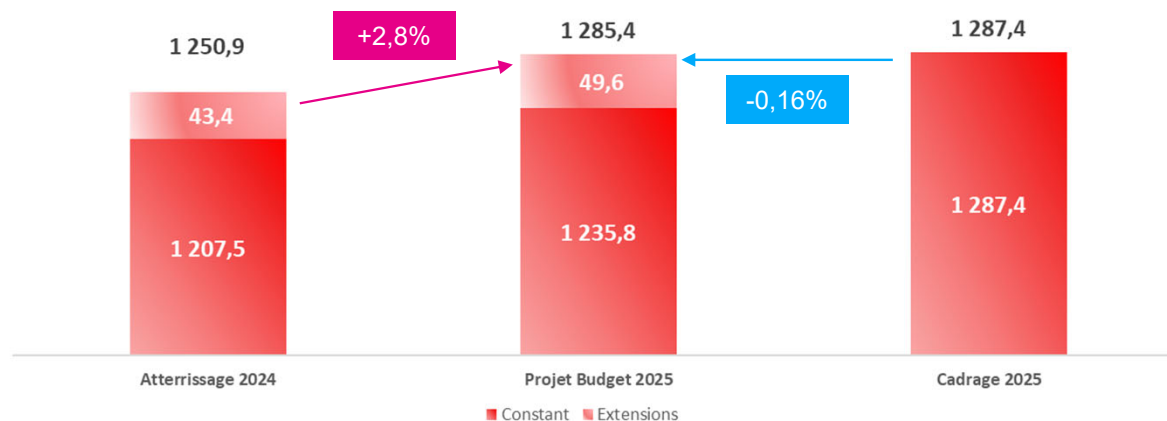


02

Charges brutes 2024 - 2025

Evolution 2024-2025 des charges brutes

Trajectoire de charges brutes (M€)



Le projet de budget 2025 (1285,4 M€) est légèrement inférieur au cadrage présenté en septembre (1287,4 M€), et en augmentation de +2,8 % sur les charges brutes, soit +34,5 M€ par rapport à l'atterrissage 2024. Cette augmentation est principalement composée :

- **D'effets prix, pour 28,9 M€** dont 17 M€ pour la MS, 6,5 M€ pour le fonctionnement informatique (SI) et 5,4 M€ pour les autres dépenses (AD)
- **De dépenses supplémentaires, qui sortent du cadre des activités courantes :**
 - Financement d'une Prime de partage de la valeur (PPV) en cours de négociation (+3,7M€) – *exceptionnel compris dans l'effet prix*;
 - Financement de DORA *résilience opérationnelle numérique* (+2 M€) – *exceptionnel, mais dépenses se poursuivant sur 2026 et 2027*;
 - Financement des personnels du COSOG mis à disposition (+4,1M€) – *structurel mais neutralisé par un remboursement équivalent*.

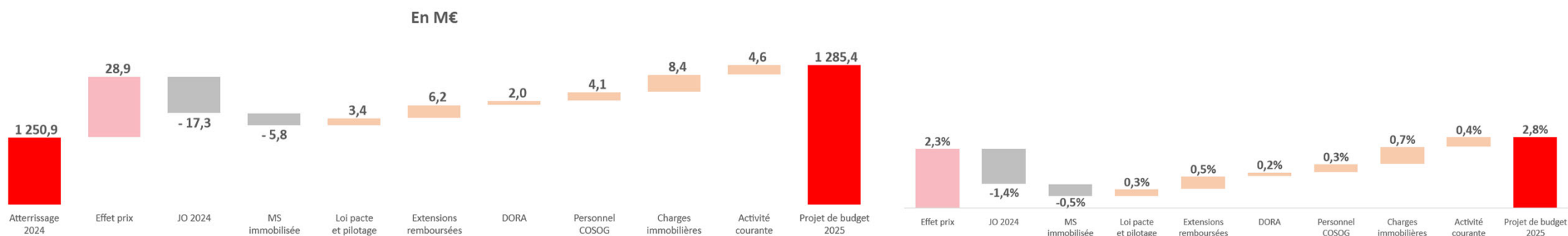
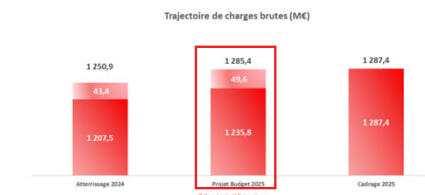
Ces charges, **initialement non prévues au cadrage**, sont néanmoins intégrées **pour 9,8 M€ au projet de budget 2025**. Elles sont compensées par une baisse de l'effet prix prévu et une réduction des besoins budgétaires initialement exprimés .

- **Les gains de productivité nets permettent de compenser les autres effets en volume par rapport à l'atterrissage 2024, à hauteur de -0,5M€**

03

Budget Charges brutes 2025

Evolution des charges brutes pour 2025

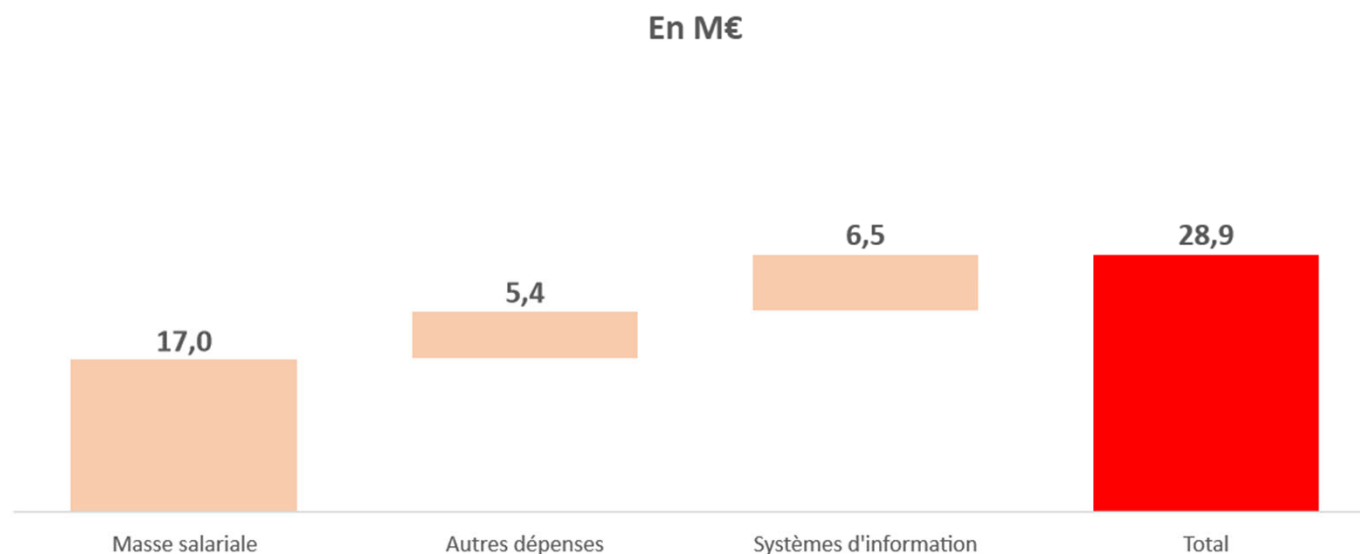
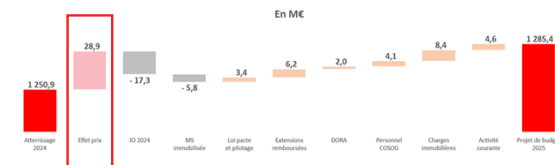


Le projet de budget prévoit une augmentation de +2,8% (+34,5 M€) des charges brutes comparé à l'atterrissage 2024 :

- +28,9 M€ d'effet prix (17 M€ pour la MS, 6,5 M€ pour le SI et 5,4 M€ pour les autres dépenses)
- -17,3 M€ liés au financement des JO2024
- -5,8 M€ sur la MS immobilisée, liés notamment à la poursuite de l'immobilisation de la masse salariale des ressources métiers affectées aux projets informatiques (-5,5 M€)
- +3,4 M€ concernent la poursuite du renforcement des moyens pour la Loi pacte et le pilotage Groupe
- +6,2 M€ au titre de l'augmentation des extensions remboursées dont +0,8 M€ d'extensions SI
- +2 M€ au titre du projet réglementaire DORA (résilience opérationnelle numérique)
- +4,1 M€ pour la mise à disposition du personnel au COSOG (subvention employeur entièrement compensée en remboursements)
- +8,4 M€ liés aux nouvelles charges immobilières: locaux dont nous étions propriétaires désormais pris à bail (+9,6 M€ liés à la cession des sites 26RDL, 59 RDL et 15QAF et -2,6 M€ liés à la cession du site d'Arcueil) et nouveaux locaux (+0,9 M€ liés aux nouveaux locaux d'imprimerie et +0,5 M€ sur Angers Eblé)
- +4,6 M€ pour l'activité courante soit 0,4 point d'augmentation.

Effet prix / Inflation sur l'activité courante

Des effets qui se normalisent par rapport à l'exercice précédent (29 M€ vs 46,7 M€ en 2024)



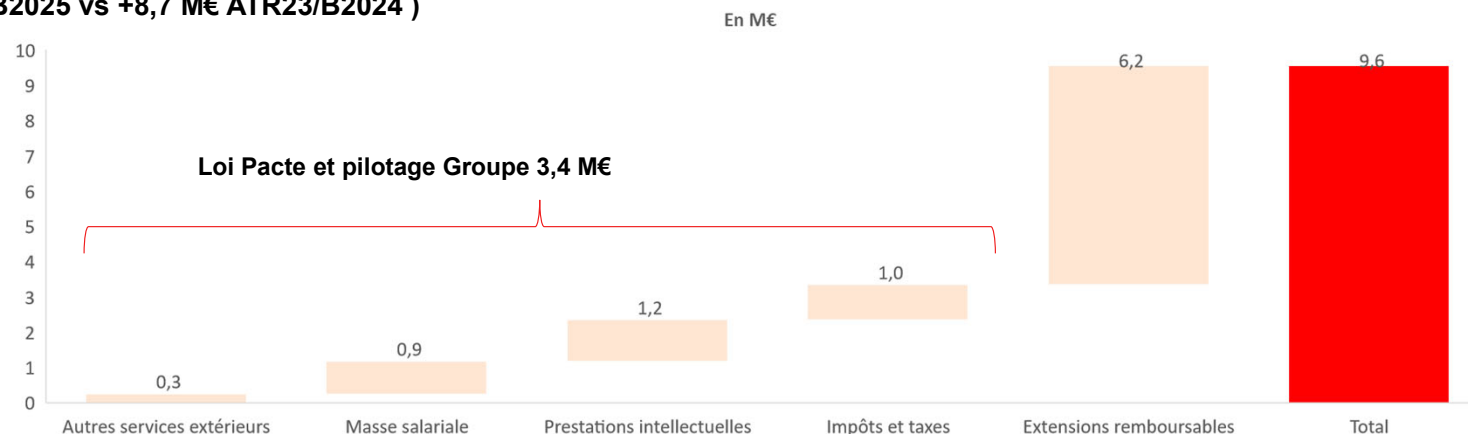
La tendance baissière de l'inflation se traduit au budget 2025 par un effet prix de 28,9 M€, soit 2,3 % des charges brutes. Pour rappel l'impact attendu de l'inflation sur 2024 est de 46,7M€.

- **+17 M€** de masse salariale **soit +1,4 points** (vs un effet prix de 34,9M€ attendu pour 2024)
- **+5,4 M€** sur les autres dépenses hors SI (dont indexation des loyers, ILAT +3 %) **soit +0,4 points** (vs un effet prix de 6,2 M€ attendu pour 2024)
- **+6,5 M€** sur le SI fonctionnement, liés majoritairement à l'inflation **soit +0,5 points** (dont +2,7 M€ lié à la hausse de l'indexation des prix dans le cadre de la renégociation périodique des contrats (vs un effet prix de 5,6 M€ attendu pour 2024)

Les effets inflationnistes pris en compte dans le projet de budget restent dynamiques sur l'exercice 2025 en particulier pour la masse salariale et les autres postes de dépenses : hausse du salaire moyen par tête nominal de +2,4% et déflateur du PIB estimé à +2%.

Loi Pacte et Pilotage Groupe et Extensions d'activités remboursables

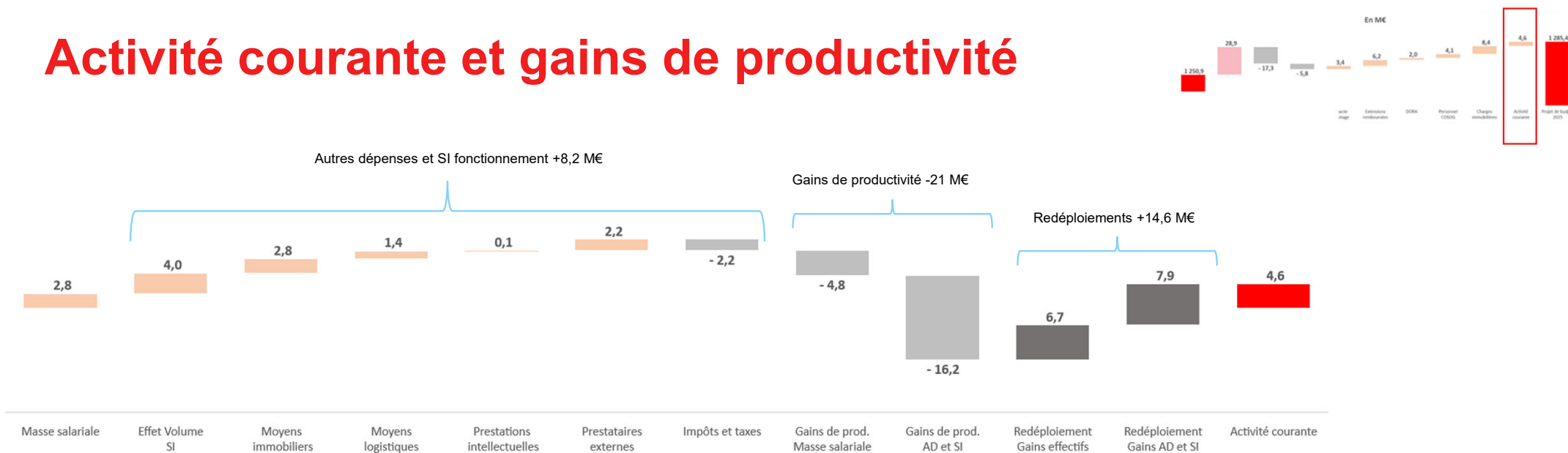
Des augmentations de dépenses relativement stables sur la loi Pacte et les extensions
(+9,6 M€ ATR24/B2025 vs +8,7 M€ ATR23/B2024)



Le budget 2025 comprend 9,6 M€ de dépenses nouvelles par rapport à l'atterrissage 2024 :

- **+3,4 M€** en lien avec la mise en œuvre de la Loi Pacte dont :
 - +0,3 M€ concernant le renforcement du contrôle permanent de CDC Informatique et des abonnements Saas
 - +0,9 M€ de masse salariale
 - +1,2 M€ sur les prestations intellectuelles dont l'objectif est d'accompagner les entités de l'EP dans la mise en place de projets afin de répondre aux exigences réglementaires et aux recommandations de l'ACPR - portées par les directions des risques (+0,4 M€) et de l'audit (+0,6 M€). A noter, un report au budget sur 2025 pour 0,1 M€ dans le cadre du « paquet Européen et projet PUPA ».
 - +1 M€ sur les impôts et taxes, pour la prise en compte de la majoration sur la taxe ACPR (de 10 M€ à 11 M€).
- **+6,2 M€** pour les extensions remboursables dont +5,8 M€ au titre du mandat MCF (-cf annexes p.46-) :
 - +2,3 M€ concernent l'effet des recrutements prévus
 - +2,7 M€ sur les autres dépenses dont +2,2 M€ sur les services extérieurs et +0,3 M€ sur le personnel extérieur
 - +0,8 M€ sur les dépenses SI

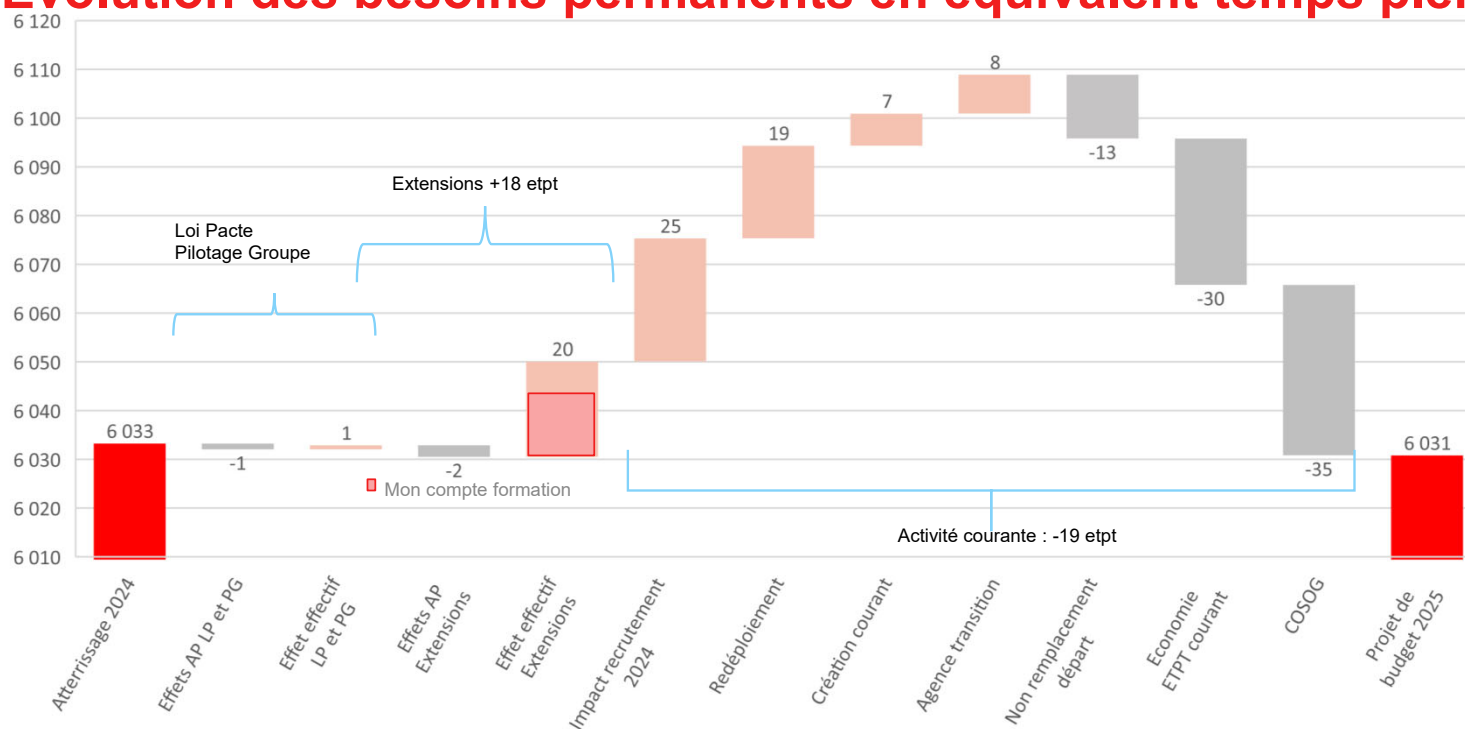
Activité courante et gains de productivité



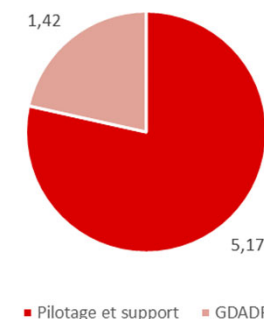
Les décisions 2024 ont un effet budgétaire sur 2025 de +11 M€ en partie couverts par **des gains de productivité nets de -6,4M€** réduisant la hausse de l'activité courante à seulement **4,6 M€** :

- Les répercussions sur la masse salariale 2025 du pilotage resserré des effectifs et des décalages de recrutements au cours du second semestre 2024 (+2,8 M€) ;
- Effet volume SI (+4 M€) liés principalement aux actions de cybersécurité et de résilience (+3,6 M€) et au fonctionnement du site à froid ARCHE (+1,1 M€) et celui d'Archidata (+1,4 M€). Le lancement en 2024 d'actions initialement prévues en 2025 vient compenser ces hausses (-4,1 M€);
- La hausse des moyens immobiliers (+2,8 M€) est liée principalement à des opérations de régularisation comptable;
- L'augmentation des moyens logistiques (+1,4 M€) est en lien avec la souscription aux assurances Fraude et Cybersécurité;
- Les prestations intellectuelles sont relativement stables (+0,1 M€);
- La hausse des services extérieurs (+2,2 M€) est liée notamment à la remise au niveau du cadrage des dépenses sur les activités courantes (+1,2 M€) et au transfert des activités « crèches » de la MSG sur la DRH (+1 M€ -neutre sur les charges brutes de l'EP).
- Impôts et taxes (-2,2 M€) principalement liée à la baisse sur la taxe C3S suite à la révision à la baisse de l'assiette imposable (-1,3 M€).
- Les **gains de productivité bruts** sont évalués à **-21 M€**, dont -4,8 M€ sur la masse salariale et -16,2 M€ pour les autres dépenses. Ils sont **en partie redéployés** pour un total de **+14,6 M€** dont +6,7 M€ sur la masse salariale.

Evolution des besoins permanents en équivalent temps plein travaillés



Répartition des nouveaux besoins par direction



La prévision en ETPT de 6031 est conforme au cadrage.

L'évolution des besoins se décompose comme suit :

- Les besoins **loi pacte/ Pilotage groupe** sont stabilisés ;
- Les besoins sur les **extensions remboursables** sont en hausse de **+18 ETPT** (20 ETPT en effet effectif sur 2025 dont 15 pour Mon compte formation financés essentiellement par des redéploiements au sein de la DPS) ;
- La baisse de **l'activité courante** de -19 ETPT s'explique par les gains de productivité attendus (-43 ETPT) et la mise à disposition des collaborateurs du COSOG (-35 ETPT) qui excèdent les nouveaux besoins identifiés (+34 ETPT pour les créations métiers/FS, l'agence de transition professionnelle et les redéploiements) et les répercussions des recrutements 2024 sur 2025 (+25 ETPT).

Caisse des Dépôts

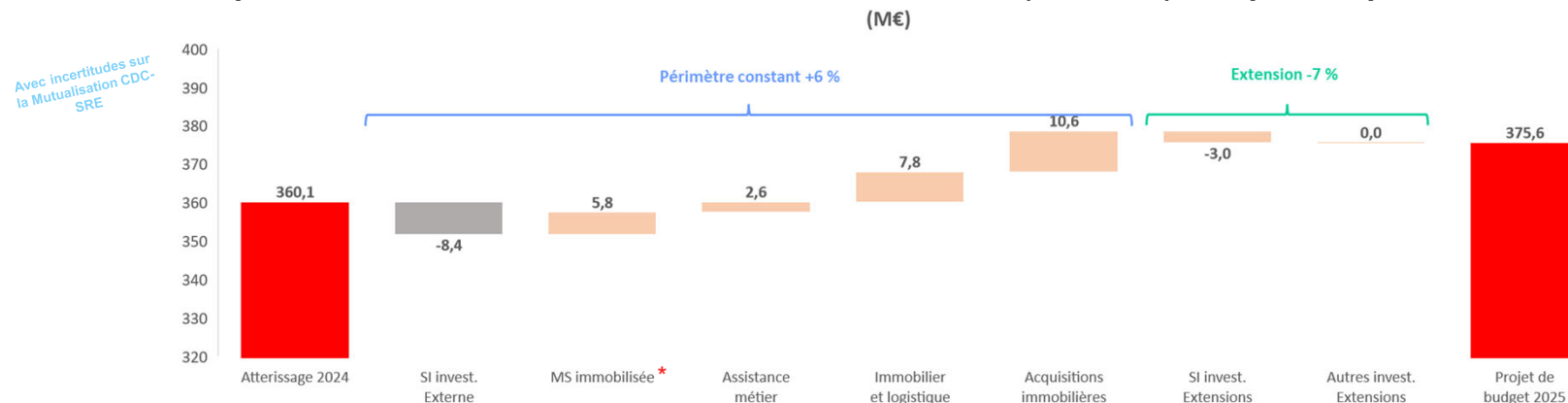
The background features a teal and pink geometric design. A teal shape, resembling a parallelogram with a slanted top edge, is positioned on the left side. The rest of the page is filled with a light blue color, which is partially overlaid by a large pink shape that extends from the teal shape towards the right edge.

04

Investissements 2025

Evolution des investissements (+15,5 M€)

Des investissements importants en lien avec la rénovation des sites de l'EP (+18,4 M€) compensés par une diminution des SI (-3 M€)



Développement des systèmes d'information (-3 M€)

Les investissements informatiques (-11,2 M€) : la baisse concerne principalement le métier DPS (-5,3 M€ majoritairement sur le programme Mutualisation CDC-SRE) et le métier BdT (-4,8 M€ majoritairement sur le prêteur et les plateformes) -cf. Annexes p26-

A noter que la **masse salariale immobilisée DSI** est relativement stable (+0,2 M€).

L'assistance métier (+8 M€) en lien avec la poursuite de l'immobilisation de la masse salariale immobilisée métiers (+5,5 M€) et l'augmentation des études en lien avec la conduite du changement et l'optimisation des processus (+3,9 M€) compensée par ailleurs par la baisse sur les projets réglementaires (-1,3 M€- loi Pacte)



Investissements immobiliers (+18,4 M€)

Une partie des investissements initialement prévus en 2024 est décalée sur 2025 en lien avec les évolutions du calendrier des projets (Ex : DR).

Nouveaux immeubles (+10,6 M€) en lien avec les travaux pour le projet CAMPUS (+21,7 M€ dont 16,1 M€ de travaux immobiliers sur CAMPUS) en partie compensés par des diminutions pour les sites de Bordeaux Amédée (-0,4 M€ -finalisation du projet) et d'Angers Saint-Laud (-10,6 M€).

Immobiliers et logistiques (+7,8 M€) l'augmentation des investissements immobiliers sur le patrimoine historique en 2025 concerne principalement les DR (+5,3 M€), l'opération Angers Quatuor Gare (+1,4 M€) et l'entretien des bâtiments d>IDF et l'aménagement de bureaux mutualisés (+1 M€).

A noter que la **masse salariale immobilisée** sur les projets immobiliers est de 0,5 M€ (stable entre les périodes)

Caisse des Dépôts

Budget 2025

15

* poursuite de l'immobilisation de la masse salariale des métiers (+5,5 M€) et légère variation sur la masse salariale DSI (+0,2 M€)

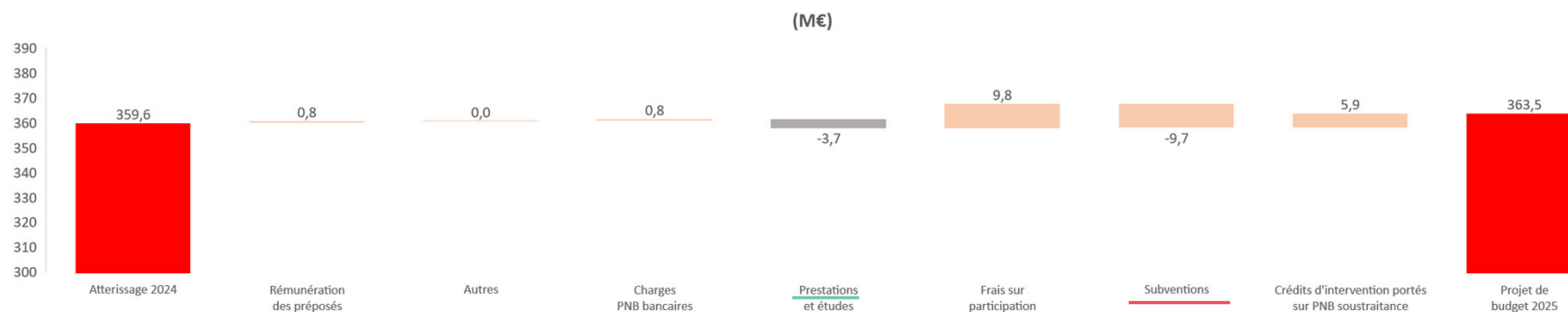


05

Crédits d'intervention 2025

Evolution des crédits d'intervention

Des crédits d'intervention (hors remboursements sur PNB) sont en légère augmentation (+1%)



Clientèles bancaires (+1,6 M€)

+0,8 M€ de rémunération des préposés : la rémunération des préposés reste sensiblement au même niveau que l'atterrissage 2024 (34,4 M€). La variation provient principalement d'une hausse des charges fixes de la DGFIP (+0,6 M€)

+0,8 M€ charges de PNB bancaire principalement liée à la hausse des prix de marchés en cours ou de nouveaux marchés et à une augmentation de la réglementation.



Digitalisation et performance opérationnelle (+6,4 M€)

-1 M€ dans le cadre de projets digitaux de la BDT ([études et conseils](#))

+ 2M€ sur le plan stratégique numérique de la DPS ([études et conseils](#))

+1,6 M€ d'abonnements base de données financières pour l'ensemble de l'EP ([sous-traitance](#))

+2,3 M€ dans le cadre de la plateforme numérique portée par la DOT ([sous-traitance](#))

+1,5 M€ de gestion de saas pour l'ensemble de l'EP ([sous-traitance](#))



Territoires (-14,2 M€)

-4,2 M€ de prestations et études de conseil pour l'accompagnement des territoires principalement porté par BDT (-3,5M€) et dans une moindre mesure (-0,7 M€) par la DPS ([études et conseils](#))

-10 M€ de **subventions** principalement liées à un ajustement comptable à la suite d'un trop versé sur la convention BPI des quartiers portée par GPS (-10,7M€). Les autres montants sont stables : la nouvelle convention Maison France Service (+11,6 M€) et la nouvelle convention BPI des quartiers (+2,5 M€), sont compensées par la révision à la baisse des autres conventions d'ingénierie territoriales (-12,6 M€ dont Edurenov -8,6M€).



Investissements (+9,8 M€)

+9,8 M€ de frais sur participations et projets d'investissement principalement lié à la BDT (+1,1 M€) et la DAJ (+1,8 M€) pour des dépenses de pilotage financier et frais d'acquisition ainsi que GPS (+6,5 M€) pour le maintien d'une enveloppe standard pour les frais de cession et d'acquisition, l'année 2024 étant plus faible que les années précédentes

06

Synthèse financière

Synthèse financière

GROUPE CDC (en M€)		Atterrissage révisé 2024			Projet de Budget 2025				Evolution		
		Périmètre constant	Extensions de périmètre	Total	Cadrage	Périmètre constant	Extensions de périmètre	Total	Budget Total / Cadrage 2025	Budget 2025 / Atterrissage révisé 2024 Périmètre constant (en %)	Budget 2025 / Atterrissage révisé 2024 Total (en %)
Fonctionnement	Frais de personnel	846,3	34,3	880,6	904,8	867,1	37,3	904,4	0,0%	2,5%	2,7%
	Masse Salariale	795,8	33,1	828,8	846,8	812,6	35,7	848,2	0,2%	2,1%	2,3%
	<i>dont Masse salariale (hors immobilisée)</i>	828,5	38,0	866,5	890,2	851,1	40,6	891,7	0,2%	2,7%	2,9%
	<i>dont MS Immobilisée en SI (DSI)</i>	-31,3	-4,9	-36,2	-37,4	-31,4	-4,9	-36,3	-2,9%	0,5%	0,5%
	<i>dont MS immobilisée SI et autres (hors DSI)</i>	-1,5		-1,5	-6,0	-7,1		-7,1	17,9%	381,7%	381,7%
	Autres frais de personnel	50,6	1,3	51,8	58,0	54,6	1,6	56,1	-3,2%	7,9%	8,3%
	Frais de fonctionnement	361,1	9,1	370,2	382,6	368,7	12,3	381,0	-0,4%	2,1%	2,9%
	Système d'Information	172,1	6,6	178,7	179,1	174,4	7,4	181,8	1,5%	1,3%	1,8%
	Moyens généraux	99,1	1,9	100,9	121,1	115,9	2,0	117,9	-2,6%	17,0%	16,9%
	Services extérieurs	65,0	0,7	65,6	60,5	57,0	2,9	59,9	-0,9%	-12,2%	-8,7%
Impôts et taxes	25,0		25,0	21,9	21,4		21,4	-2,6%	-14,6%	-14,6%	
Total charges brutes	1 207,4	43,4	1 250,9	1 287,4	1 235,8	49,6	1 285,4	-0,1%	2,4%	2,8%	
Investissements	Système d'information	247,6	39,2	286,7	278,8	244,2	36,2	275,5	-1,2%	-1,3%	-3,9%
	<i>dont MS Immobilisée DSI sur projets SI</i>	36,2		36,2	37,4	31,4	4,9	36,3	-2,9%	-13,1%	0,5%
	Assistance métier	19,4	6,6	26,0	32,0	27,6	6,6	34,2	7,0%	42,6%	31,7%
	<i>dont MS immobilisée métier sur projets SI</i>	0,9		0,9	5,5	6,6		6,6	19,5%	598,4%	598,4%
Immobilier et logistique	47,4		47,4	61,9	65,8		65,8	6,3%	38,9%	38,9%	
<i>dont MS immobilisée sur projets immobiliers</i>	0,5		0,5	0,5	0,5		0,5		-5,3%	-5,3%	
Total investissements	314,3	45,8	360,1	372,7	337,7	42,8	375,6	0,8%	7,4%	4,3%	
Crédits d'intervention	Rémunération réseau	34,4		34,4	36,3	35,1		35,1	-3,4%	2,2%	2,2%
	Mécénat et cotisation	12,5	0,1	12,6	12,7	12,6	0,1	12,6	-0,5%	0,2%	0,2%
	Charges PNB bancaires	17,4		17,4	17,6	18,2		18,2	3,6%	4,5%	4,5%
	Prestations et études de conseil stratégique, financier et juridique	52,0	1,7	53,7	52,3	48,1	1,9	50,0	-4,5%	-7,5%	-6,9%
	Frais sur participation et projets d'investissement	27,7		27,7	38,2	37,5		37,5	-1,8%	35,4%	35,4%
	Subventions	143,4	0,0	143,4	131,3	133,7	0,0	133,8	1,9%	-6,7%	-6,7%
	Crédits d'intervention portés sur PNB Soustraitance	64,7	5,7	70,4	76,6	70,5	5,9	76,3	-0,3%	8,9%	8,4%
	Total dépenses sur crédits d'intervention	352,1	7,5	359,6	365,0	355,7	7,9	363,5	-0,4%	1,0%	1,1%
Remboursement sur PNB	-27,1		-27,1	-26,8	-27,2		-27,2	1,6%	0,3%	0,3%	
Total crédits d'intervention	325,0	7,5	332,5	338,3	328,5	7,9	336,3	-0,6%	1,1%	1,2%	



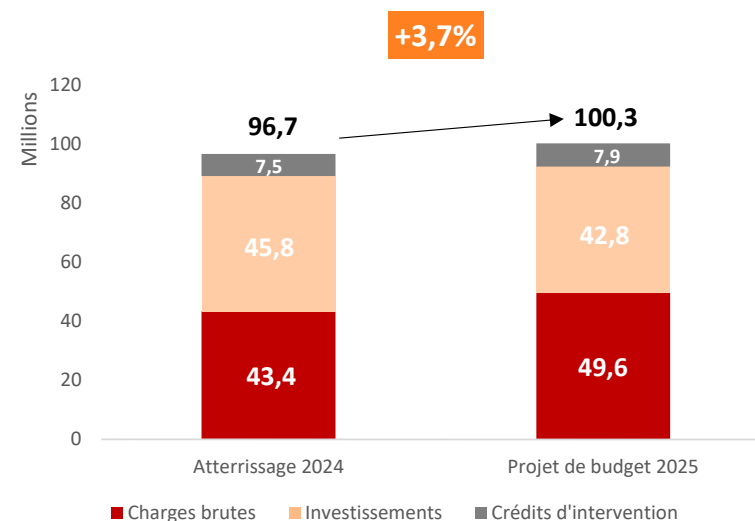
7 Annexes

Evolution des extensions de périmètre

Des dépenses sur les extensions en légère augmentation au budget 2025 (+3,7%)

Les 8 extensions de périmètre s'établissent à 100,3 M€ au budget 2025 (+3,6 M€/ Atterrissage révisé 2024). Cette hausse est majoritairement liée à une augmentation des dépenses sur Mon Compte Formation (+7,5 M€) et une baisse des dépenses sur Modernisation des régimes de retraites publics (-5 M€). Les extensions représentent 5% du total des charges d'exploitation au budget 2025 (4,9% à l'ATR 2024). Pour rappel, ces dépenses font l'objet d'un remboursement. A noter qu'une importante baisse des investissements SI (-3 M€) minore l'augmentation des autres dépenses (+6,6 M€).

- Mon compte formation **77,5 M€** (+7,5 M€/ ATR 2024) une plateforme installée avec des dispositifs évolutifs nécessitant des évolutions continues et demandant une **réactivité** extrêmement forte au regard des évolutions législatives et réglementaires
- Modernisation des régimes de retraites publics **7,4 M€** (-5 M€/ ATR 2024) regroupement de plusieurs projets faisant partie intégrante de la réforme des retraites (plateforme employeurs « PEPS », partenariat SRE, CESE, etc...)
- PIA4 **7,3 M€** (+0,4 M€/ ATR 2024) nouveau mandat lancé en 2021 opéré par la CDC pour le compte du secrétariat général pour l'investissement (SGPIA)
- PIA3 **3,7 M€** (-0,2 M€/ ATR 2024)
- Mon Parcours Handicap **3,2 M€** (+0,6 M€/ ATR 2024) déploiement d'une plateforme regroupant en un même lieu l'information et une première orientation des personnes handicapées et de leurs employeurs, actuels ou potentiels, sur les champs de la formation professionnelle et de l'emploi.
- Conseillers numériques **0,8 M€** (-0,1 M€/ ATR 2024), mandat opéré par la CDC dans le cadre du plan de relance.
- Nouveaux mandats **0,4 M€** (+0,3 M€/ ATR 2024), dont le mandat Habitat Inclusif et le développement des projets SI sur de nouveaux mandats (Fonds de Prévention de l'Usure Professionnelle (FPUP) dans la fonction publique territoriale, Fonds social pour le climat).



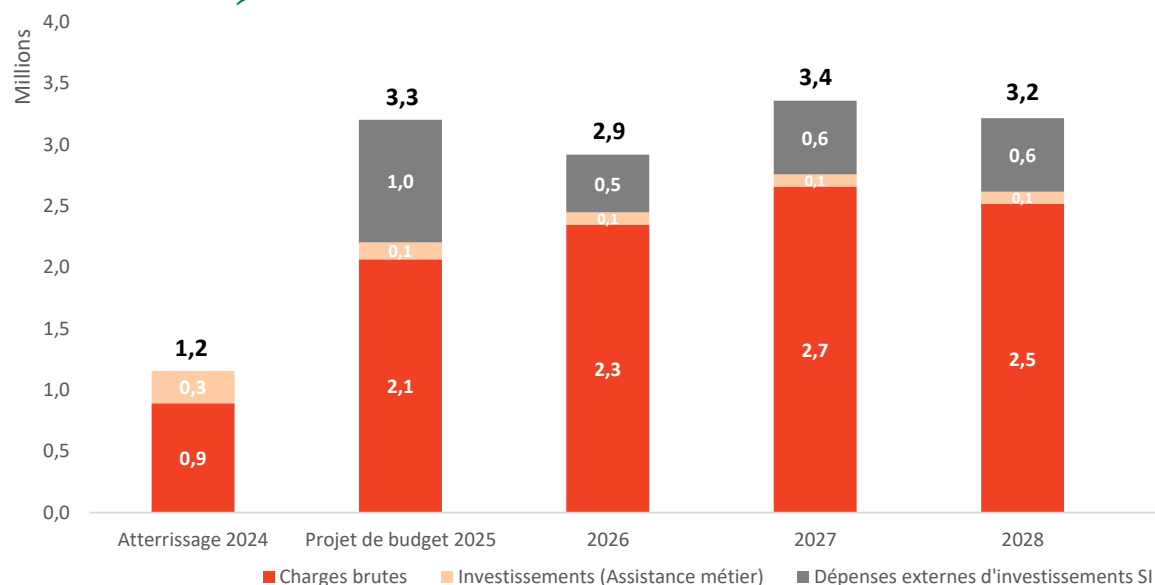
Focus CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)

En janvier 2022, la **taxonomie verte européenne** est entrée en vigueur. Elle impose une nouvelle obligation de reporting pour la Caisse des Dépôts et s'inscrit dans un cadre de reporting extra-financier plus large (taxonomie).

La **CSRD** (remplaçante de la NFRD), directive européenne applicable depuis le 1^{er} janvier 2024, fixe de nouvelles normes et obligations de reporting extra-financier.

L'objectif principal de la CSRD est **d'harmoniser le reporting de durabilité des entreprises et d'améliorer la disponibilité et la qualité des données ESG** (environnementales, sociales et de gouvernance) publiées. **Dès 2025**, les entreprises qui étaient jusqu'à présent assujetties à la Déclaration de Performance Extra-financière (DPEF) auront à **publier un rapport de durabilité portant sur leurs données ESG 2024**.

 Dépenses relatives à la CSRD (17,1 M€ de 2024 à 2029)



Le **budget 2025** au titre de la CSRD s'élève à **3,3 M€**. On observe une hausse de +2,1 M€ par rapport à l'atterrissage 2024 en lien avec le lancement du projet CSRD en 2025 dont :

- **+1,2 M€** sur les charges brutes dont +0,2 M€ sur la masse salariale et +1 M€ sur les autres dépenses (dont +0,5M€ liés à l'audit du rapport de durabilité et +0,5M€ liés à des prestations intellectuelles au sein de la BDT),
- **-0,1 M€** sur l'Assistance métier immobilisable,
- **+1 M€** sur les dépenses externes d'investissements SI.

La mise en œuvre du projet nécessite le recrutement d'un ETP supplémentaire en 2025 et un ETP supplémentaire en 2026 au sein du département Politique durable du groupe.

Effectifs	2024	2025	2026	2027	2028	2029
ETP Permanents	4	5	6	6	6	6

En complément, 14 référents thématiques déjà présents et en charge des sujets ESG au sein des métiers et fonctions supports seront mobilisés sur le projet sans recrutement de nouveaux ETP.

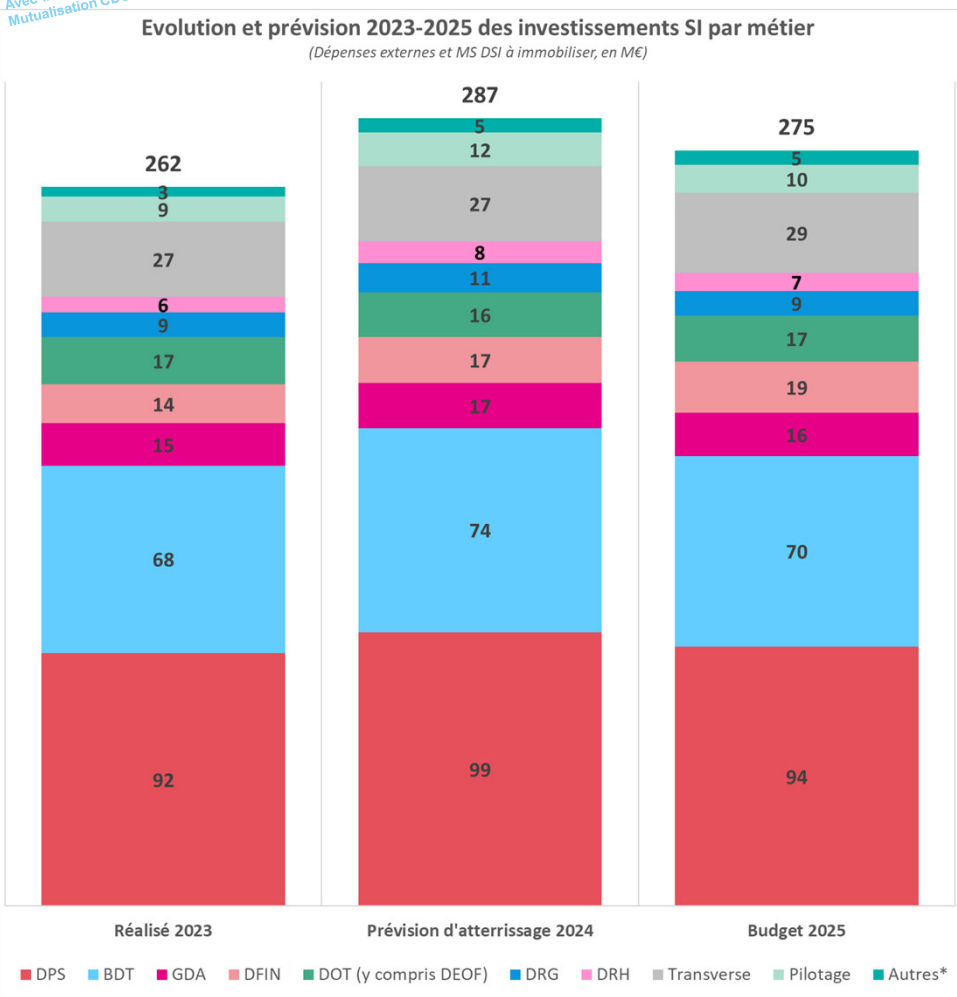
A noter : les dépenses « taxonomie » ont anticipé les dépenses CSRD et les complètent sur la période, les montants s'élèvent à 11M€ au titre de la dépense dite de taxonomie 24-29.

Détail budget 2025 sur les investissements SI

Un budget 2025 des dépenses d'investissements SI à hauteur de 275,5 M€, en baisse de -11,2 M€ par rapport à l'atterrissage révisé 2024, ventilés en -11,4 M€ sur les dépenses externes et +0,2 M€ sur la MS DSI à immobiliser :

- **-5,3 M€ sur la DPS** : essentiellement sur le périmètre retraites historiques : Refonte Recouvrement (-1,9 M€), le programme Mutualisation CDC-SRE (-4,7 M€). Par ailleurs, une hausse est à prévoir sur SPIRRIS due à la refonte du produit (+1,2 M€). A noter, plusieurs incertitudes (programme Mutualisation CDC-SRE, FPUP, sac à dos numérique, négociations de la COG FIPHFP et la COG CNR à venir).
- **-4,8 M€ sur la BDT** : forte baisse en particulier sur le Prêteur (-3 M€ fin de Fidelio et décommissionnement Sequoia) et sur la Plateforme (-3,2 M€ en particulier sur la Plateforme DR et Plateforme Transverse)
- **+2,1 M€ sur la DFIN** : montée en puissance de la Gestion ALM (+1,1 M€) portée par DFIN, des sujets DATA (+1,1 M€), et du nouvel outil de consolidation groupe (+0,7 M€), partiellement compensées par une baisse sur le Patrimoine SIGMA (-0,7 M€)
- **-1,6 M€ sur la DRH** : baisse des investissements sur Mobilité Groupe (-0,7 M€) et les sujets transverses (-0,7 M€ sur Feuille de route RH)
- **-1,1 M€ sur DRG** : baisse en particulier sur le DataHub Risk (-1,2 M€). A noter une enveloppe de 0,5 M€ en 2025 au titre des tests de bout en bout dans le cadre du projet DORA
- **-0,9 M€ sur GDA** : poursuite des projets OSMOSE (+0,7 M€) et Gestion d'Actifs non-côté (+0,4 M€), compensées par une baisse sur le Patrimoine SIGMA (-1,9 M€)
- **+0,3 M€ sur la DOT** : hausses sur les périmètres Immobilier (+1,2 M€) et Transverse DOT (+0,6 M€), compensées des baisses sur les périmètres DOTA (-0,6 M€) et DEOF (-0,9 M€, notamment dus à la baisse sur le Patrimoine SIGMA)
- **Stabilisation des investissements SI sur le périmètre Autres** : légère hausse sur les périmètres Conformité et Audit, compensées par des baisses sur les périmètres Pilotage Juridique, Communication et DG

Avec incertitudes sur la Mutualisation CDC-SRE



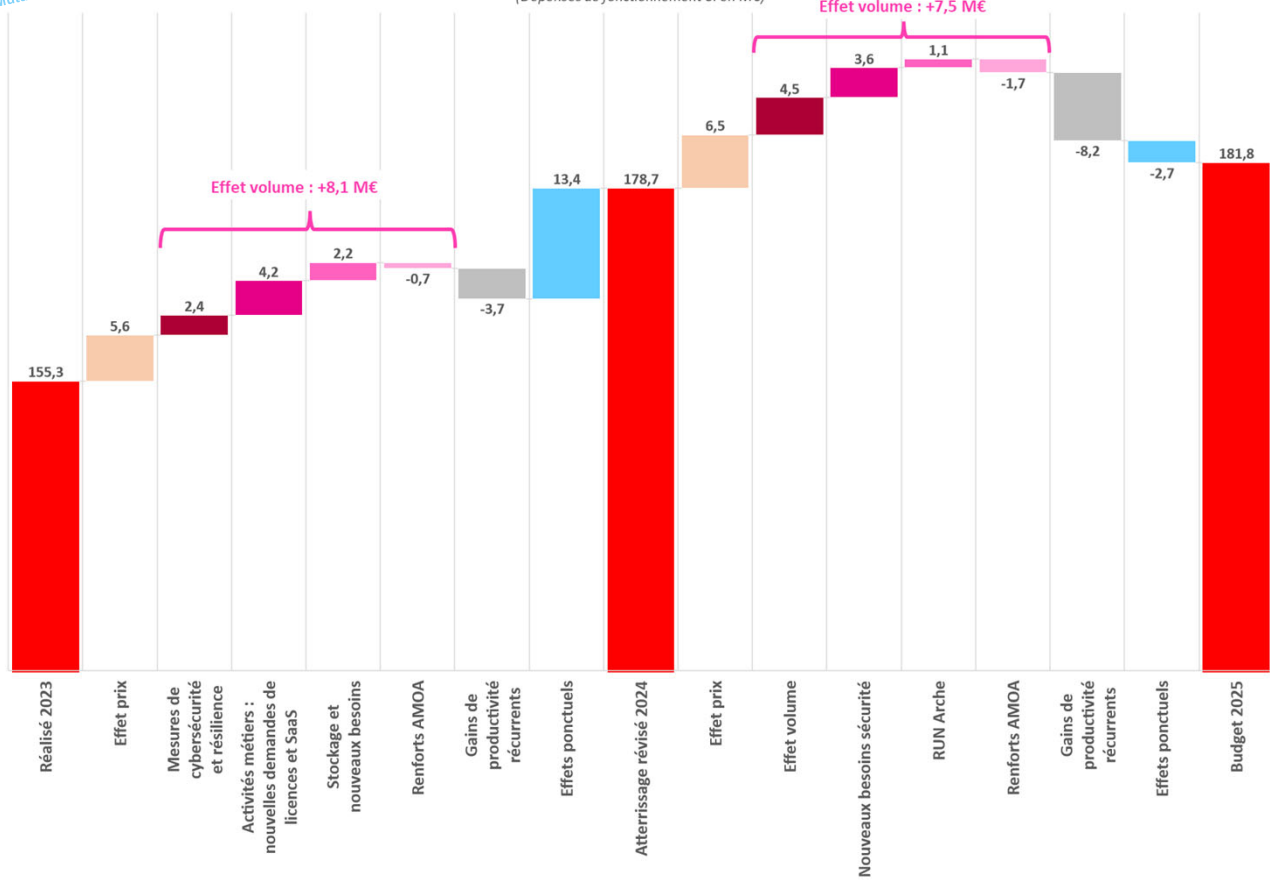
* DAJCD, COM, DG, IGAO, Externe

Budget 2025 pour le fonctionnement SI à hauteur de 181,8 M€, soit +3,1 M€ par rapport à l'atterrissage révisé 2024

Avec incertitudes sur la Mutualisation CDC-SRE

Evolution des dépenses de fonctionnement SI : réalisé 2023 - atterrissage 2024 - budget 2025

(Dépenses de fonctionnement SI en M€)



- **Augmentation de la demande de fonctionnement SI 2025 de +3,1 M€ vs atterrissage révisé 2024 qui s'explique :**
 - **Effet prix : +6,5 M€** liés majoritairement à l'inflation (hypothèse macroéconomique), dont +2,7 M€ au titre de la hausse de l'indexation des prix dans le cadre de la renégociation périodique des contrats.
 - **Effet volume : +7,5 M€** avec notamment, d'une part **+3,6 M€** au titre des actions de cybersécurité et de résilience, **+1,1 M€** au titre du RUN de ARCHE (site à froid) partiellement compensés par une baisse de **-1,7 M€** des renforts d'assistance MOA des socles applicatifs.
 - **Gains récurrents PPO : -8,2 M€**, au titre de la sortie de MVS (-1,9 M€), de la renégociation des contrats DevOps (-0,8 M€), de l'effet Make or Buy (-1,3 M€), et enfin -4,2 M€ dus à l'effet double site CDC-I
 - **Effet ponctuel : -2,7 M€** liés d'une part au fonctionnement d'Archidata (+1,4 M€) et d'autre part au lancement, en 2024, d'actions initialement prévues en 2025 (-4,1 M€).
- **Malgré le maintien d'un plan de performance exigeant** (Plan de Performance Opérationnelle CDC-I (PPO)) avec **des gains cumulés évalués à -61,8 M€ de 2015 à 2025.**
 - **Gains récurrents PPO de -8,2 M€** au budget 2025 vs atterrissage 2024 qui permettent d'absorber l'effet prix (+6,5 M€) et une partie de l'effet volume (+7,5 M€)
 - Nécessité de dégager des gains de performance opérationnelle au sein des dépenses métiers pour compenser l'augmentation de la trajectoire de charges portée par la digitalisation/ informatisation croissante des activités

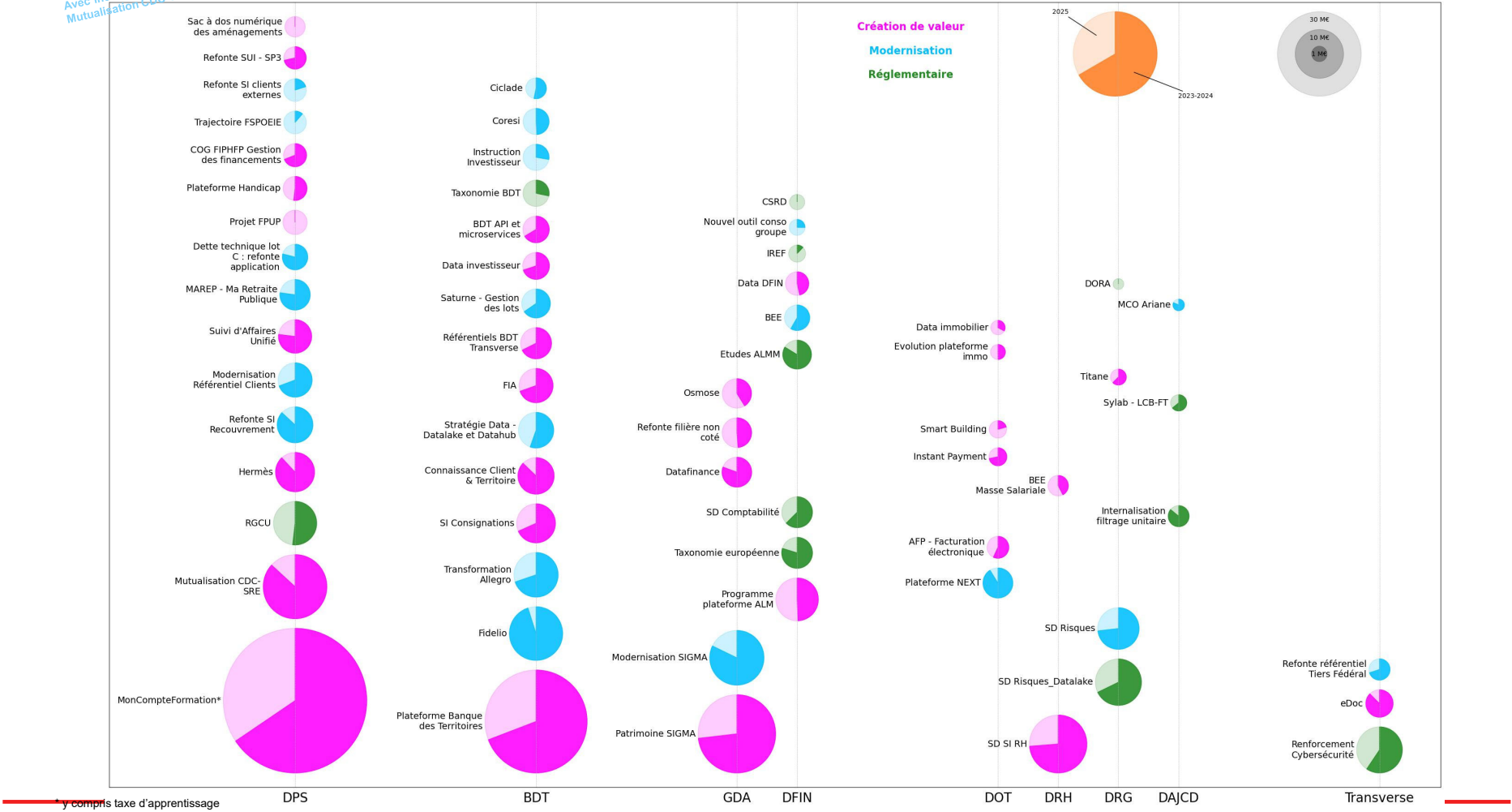
L'essentiel du portefeuille de projets/produits SI 2025 par catégorie

Comparaison budget 2025 vs réalisé 2023 et atterrissage 2024 des projets SI, selon leur catégorie

(Dépenses externes et MS DSI à immobiliser)

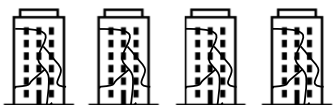
Avec incertitudes sur la Mutualisation CDC-SRE

Création de valeur
Modernisation
Réglementaire



Zoom sur le projet Bagneux

Hier
(Arcueil)
4 immeubles totalisant
46 500 m²



Parc immobilier partiellement occupé vétuste, non-conforme aux normes TEE & coûteux en exploitation

Mi-2024
(Bagneux)
1 immeuble totalisant
25 000 m²



Parc immobilier moderne, rationalisé et performant sur le plan environnemental aligné sur la feuille de route 1,5°

Aujourd'hui



Possibilités d'optimisations supplémentaires

Budget de charges brutes du site hors data centers :

- Réalisé 2023 (Arcueil seul) : 3,6 M€ soit :
 - 2,1 M€ (occupation de bureaux)
 - 1,5 M€ (taxes et charges)
 - (aucun loyer)
- Budget 2024 (période transitoire Arcueil/Bagneux) : 13,7 M€ (hors loyer CDC II) dont :
 - Arcueil 2,6 M€ : 1,1 M€ (occupation ICDC de 6 mois) + 1,5 M€ (taxes et charges)
 - Bagneux 11,1 M€ : 6,6 M€ (loyers) + 4,5 M€ (charges, dont déménagement)
- Atterrissage 2024 (période transitoire Arcueil/Bagneux) : 13,0 M€ (hors loyer CDC II) dont :
 - Arcueil 2,6 M€ : 1,1 M€ (occupation ICDC de 6 mois) + 1,5 M€ (taxes et charges)
 - Bagneux 10,4 M€ : 5,3 M€ (loyers) + 5,1 M€ (charges, dont déménagement)
- Budget 2025 (Bagneux seul) : 11,0 M€ soit :
 - 5,3 M€ (loyers)
 - 5,7 M€ (charges année pleine)

L'emménagement dans un nouveau site à Bagneux, avec une réduction des surfaces de moitié, est en ligne avec la trajectoire environnementale et énergétique. Ce passage au statut de locataire constitue un choix plus rationnel qu'un maintien sur Arcueil du fait des investissements lourds que ce dernier nécessiterait, pour un bilan environnemental moindre. La reprise du site par CDC II ouvre par ailleurs des perspectives sur des opportunités potentielles.



- 1 data center à Arcueil
- 1 data center à Serris



- 1 data center à Arcueil (déménagement)
- 1 data center à Serris
- 1 data center à Noisiel (emménagement)
- 1 site à froid



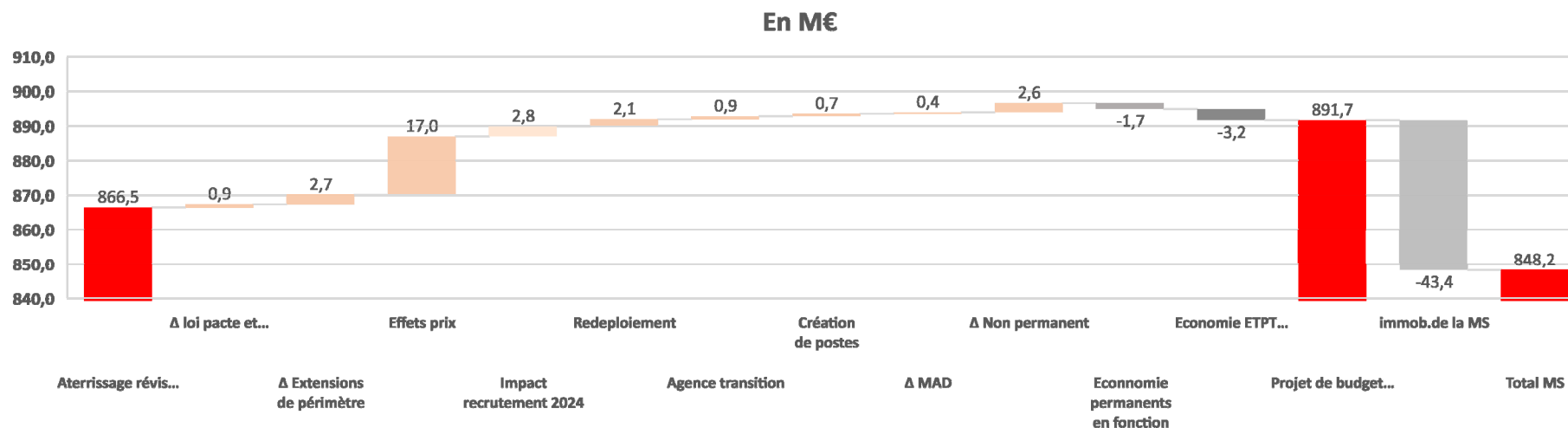
- 1 data center à Serris
- 1 data center à Noisiel
- 1 site à froid

Budget de charges brutes des data centers :

- Réalisé 2023 : 5,8 M€ pour 2 centres
- Budget 2024 : 8,0 M€ (coût exceptionnel transitoire de +2,2 M€ dont 3ème site +1,6M€ et ligne télécom 0,9M€)
- Atterrissage 2024 : 6,7 M€ : 5,9 M€ pour 3 centres (situation transitoire) + 0,3 M€ pour le site à froid au titre des mesures de renforcement de la résilience) et lignes télécom 0,4 M€
- Budget 2025 : 4,4 M€ : 3,3 M€ pour 2 centres + 1,1 M€ pour le site à froid

La stratégie adoptée renforce la résilience de la Caisse des Dépôts en la positionnant sur les standards réglementaires et génère des gains permettant d'amortir la charge transitoire en 1 an (hors coût de l'énergie).

Evolution de la masse salariale

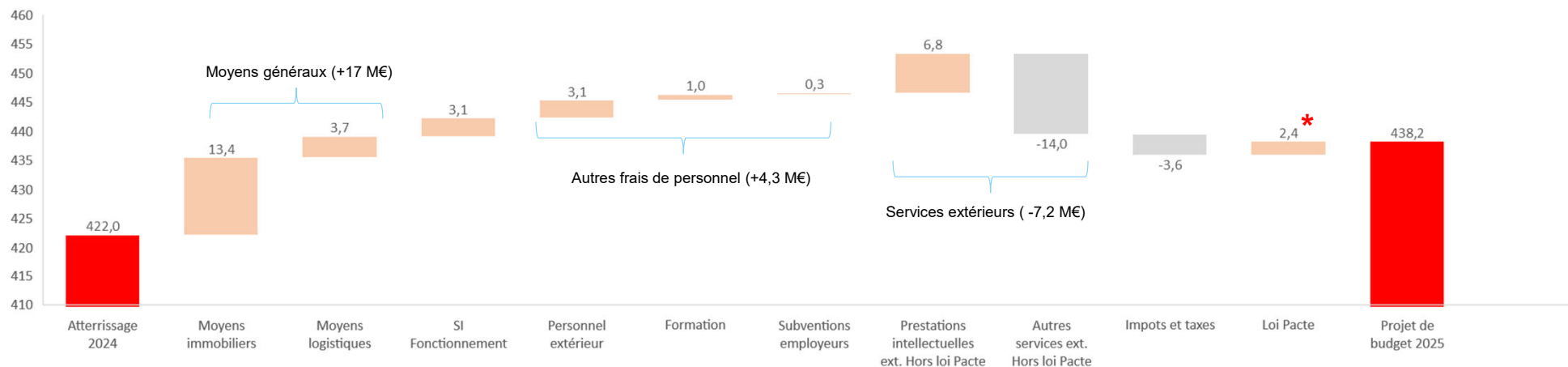


La masse salariale est prévue en hausse de +25,2M€ en 2025 par rapport à l'atterrissage 2024 révisé soit +2,9% :

- 0,9M€ concernent les nouveaux moyens liés à la loi Pacte et au Pilotage Groupe
- 2,7 M€ concernent les extensions de périmètre remboursables
- 21,6M€ pour l'activité courante dont +19,8M€ pour les effets prix et indexation et +1,8M€ pour les autres effets.

La masse salariale en fonctionnement (post immobilisation des projets informatiques) est prévue en hausse de 2,3% (848,2M€ vs 828,8M€)

Evolution des autres dépenses (+16,1 M€)



Moyens généraux (+17 M€) dont:

- Une hausse des moyens immobiliers (+13,4 M€) principalement liée à l'augmentation des charges et taxes locatives des sites de l'EP (+10,6 M€) dont +9,4 M€ suite à la cession à CDC II des sites 26RDL, 59RDL et 15QAF et +0,8 M€ en lien avec les nouveaux locaux de l'imprimerie. A noter, une baisse des loyers de WeWork (-3,4 M€) toutefois compensée par l'entretien et l'aménagement des locaux (+3,5 M€ dont +0,7 M€ sur les nouvelles dépenses de visioconférence).
- Une hausse des moyens logistiques (+3,7 M€) principalement liée à la souscription de l'assurance Fraude (+1M€) et à évolution sur l'assurance cybersécurité (+0,4 M€) ; +1 M€ en lien avec les prochains évènements de l'EP (+1 M€ - semaine de la mobilité, année des mixités, « grand rendez-vous » de la DPS-), et le démarrage du dispositif boisson chaude (+0,4 M€).

SI Fonctionnement (+3,1 M€) qui s'explique par une augmentation au titre de l'effet prix (+6,5 M€), de l'effet volume (+4,8 M€ dont -2,7 M€ d'effets ponctuels) partiellement compensée par des gains récurrents (-8,2 M€ PPO CDC-I).

Services extérieurs hors loi pacte (-7,2 M€) : cette baisse est principalement liée à la fin de la subvention des JO en 2024 (-17,3 M€) compensée par les dépenses liées aux contrôles qualités des actions de formation (+1,7 M€-périmètre des extensions), l'intégration des activités crèches (+1 M€) et des études et prestations intellectuelles (+6,8 M€ dont +2 M€ DRG-expertise sécurité des SI et +0,8M€ pour BDT au titre du lancement de la CSRD).

Autres frais de personnel (+4,3 M€) principalement liée à la subvention COSOG (+4,1 M€) -neutralisé par un remboursement équivalent.

Impôts et taxes (-3,6 M€): essentiellement liée à une baisse des taxes foncières dont celles d'Arcueil (-1,7 M€), transfert en taxes locatives pour 26RDL, 59RDL et 15QAF (-0,7 M€) et la baisse de la C3S suite à la révision à la baisse de l'assiette imposable (-1,3 M€).

Caisse des Dépôts * dont prestations intellectuelles (+1,2 M€), majoration de la taxe ACPR (+1 M€) et les autres services extérieurs (+0,2 M€)

Budget 2025 29

Glossaire

- AID : Assistance Individualisée Dédinée
- ANCT : Agence nationale de la Cohésion des territoires
- CLD : congés de longue durée
- CLM : congés de longue maladie
- CICAS : Centres d'Information de Conseil et d'Accueil des Salariés
- COSOG : activités sociales et culturelles exercées au bénéfice d'ouvriers droit CDC
- CSRD : Corporate Sustainability Reporting Directive
- DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques
- DORA : Digital Operational Resilience ACT
- DPEF : Déclaration de Performance Extra-Financière
- Effets AP : Effets Année Pleine
- ESG : Environnemental, Social et Gouvernance
- ETP : équivalent temps plein
- ETPT : équivalent temps plein travaillé
- GVT : glissement vieillissement technicité
- IFC : Indemnité de fin de carrière
- ILAT : Indice des loyers des activités tertiaires
- Int. : Intéressement
- LBP : La Banque Postale
- LP et PG : Loi Pacte et Pilotage Groupe (parfois dénommé sous appellation MECA)
- PIA : Programme d'investissements d'Avenir
- QVT : Qualité de Vie au travail
- RCIA/RCI : rupture conventionnelle individuelle accompagnée
- RoA : Return on Assets
- RoE : Return on Equity
- SaaS : Software as a Service, ou Logiciel en tant que Service
- SFIL : Société de Financement Local
- SG : Section générale
- SRE : Service des retraites de l'Etat
- VEFA : Vente en état futur d'achèvement

[🐦](#) | [in](#) | [📺](#) | [f](#)